

CERCLES D'INFLUENCE ATLANTISTES EN FRANCE

La face cachée de la Fondation Saint-Simon



Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents : Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Francis Mer, Serge July, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Finkielkraut, ou encore Christine Ockrent. Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

page 2

Taiwan : vers un nouveau désaccord États-Unis - Europe ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

À l'approche du référendum taiwanais, John Tkacik Jr., de la Fondation Heritage, rassure les Taïwanais qui ne doivent pas s'inquiéter du discours conciliant de Richard Armitage avec la Chine et doivent avoir confiance en Washington. À l'inverse, le député européen Glyn Ford préconise de s'opposer à toute course aux armements.

page 11

REPÈRE : 11 FÉVRIER 1979

L'ayatollah Khomeiny proclame la révolution islamique

Après avoir joué la carte du shah contre les communistes iraniens en 1953, les puissances occidentales (États-Unis, Royaume Uni, France...) s'inquiètent de la montée de la contestation anti-shah et des ambitions régionales de leur protégé. Craignant une révolution de gauche et la perte des contrats pétroliers, ils décident de jouer la carte islamiste et contraignent Reza Pahlavi à la fuite. Rentré triomphalement à Téhéran, l'ayatollah Khomeiny refuse de jouer la marionnette. Il abroge les privilèges, proclame la victoire de la révolution islamique et s'en institue le Guide. Les procès révolutionnaires et les exécutions de personnalités de l'ancien régime ne tardent pas. Chaque jour les journaux publient une nouvelle liste de fusillés. Une note de la CIA affirme : « Les choses ne se déroulent pas comme prévu à Téhéran ». Dix mois plus tard, l'ambassade des États-Unis sera prise d'assaut.



« LIBÉRATION » DE L'IRAK : PLUS DE 10 000 MORTS CIVILS

L'association Iraq Body Count procède à un décompte rigoureux des pertes civiles lors de l'attaque de l'Irak par la Coalition. Elle ne recense les décès qu'après une double vérification. De ce fait, l'investigation est encore très partielle puisque les observateurs, recrutés au sein d'associations humanitaires, n'ont pas encore la possibilité de couvrir tout le pays. Il apparaît cependant, dans l'état actuel des recherches, que les pertes civiles sont beaucoup plus importantes qu'on ne l'a cru à la fin des hostilités. Elles sont supérieures à 10 000 morts. Dans un conflit de ce type, le nombre des blessés graves est généralement quatre fois supérieur à celui des morts. Il serait alors d'au moins 40 000 civils. Il n'existe pas de décompte des pertes militaires, mais celles-ci sont estimées par des observateurs russes à au moins 30 000 morts et 120 000 blessés graves. En « libérant » les Irakiens, la Coalition en aurait donc blessé ou tué 200 000.

Cercles d'influence atlantistes en France

La face cachée de la Fondation Saint-Simon

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents : Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Francis Mer, Serge July, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Finkielkraut, ou encore Christine Ockrent. Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.



De 1982 à 1999, la Fondation Saint-Simon exerça un véritable magistère sur la vie intellectuelle et médiatique française. Dans le prolongement de la « Troisième voie » chère à Raymond Barre, Jacques Delors ou Michel Rocard, elle rassembla une centaine de personnalités issues des cercles libéraux et sociaux-démocrates et développa un discours « ni de gauche, ni de droite » [1], qualifié par ses détracteurs de « pensée unique ».

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'œuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le **Congrès pour la liberté de la culture**, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint-Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés. Notre enquête les a mis à jour.

La réactivation des réseaux de la « Troisième voie » anti-totalitaire

Pour comprendre comment la Fondation Saint-Simon a été créée, en 1982, il importe de se remémorer les efforts entrepris depuis la dissolution du **Congrès pour la liberté de la culture**, en 1975, pour faire vivre le courant intellectuel de la « Troisième voie ».

Dès la fin des années 70, les intellectuels libéraux et les sociaux-démocrates anti-communistes renouvellent leur alliance afin de lutter contre le Programme commun présenté par François Mitterrand. Ainsi, en 1978, Raymond Aron s'entoure de Jean-Claude Casanova [2] Alain Besançon [3] et Kostas Papaioannou pour créer *Commentaire*, une revue dont la problématique centrale est l'analyse critique du phénomène totalitaire [4]. Elle tire son nom de *Commentary* la revue mensuelle de l'**American Jewish Committee** et en inclut des rédacteurs dans son propre comité de rédaction.

Dans le sillage de *Contrepoint*, revue de Georges Liébert et Patrick Devedjan et de *Preuves*, publication quasi-officielle du Congrès pour la liberté de la culture, *Commentaire* rassemble des intellectuels et hommes politiques anti-communistes et pro-états-uniens. Ses réseaux s'étendent de l'IEP [5] (Jean-Claude Casanova, Michel Crozier, Alain Lancelot) à la Sorbonne (Raymond Boudon, Pierre Chaunu), en passant par l'EHESS [6] où François Furet mène une véritable politique de recrutement politique (il fera entrer Pierre Rosanvallon, pourtant diplômé d'une école de commerce, HEC).

Le comité de direction comprend deux aroniens, Pierre Manent, assistant de Raymond Aron au Collège de France et Marc Fumaroli, professeur à la Sorbonne puis au Collège de France. Le comité de rédaction est présidé par Raymond Aron et comprend des personnalités telles que Annie Kriegel, Alain Lancelot, Jean-François Revel, Georges Suffert...

Suivant la trace de Raymond Aron, les intellectuels du Congrès pour la liberté de la culture sont présents dans *Commentaire* : Manès-Sperber, Georges Vedel, le juriste du Club Jean Moulin, Michel Crozier, le sociologue officiel des planificateurs. L'ancien chef de *Preuves*, François Bondy, participe au comité de rédaction. De plus, le parrainage états-unien est assuré par l'intermédiaire de figures du Congrès pour la liberté de la culture, Irving Kristol [7] et Norman Podhoretz [8].

Dans une période de pacification relative des rapports Est/Ouest (ce moment prend fin avec la présidence Reagan), la revue constitue le maillon intermédiaire entre le Congrès pour la liberté de la culture et la Fondation Saint-Simon. Résolument pro-états-uniens, les membres de *Commentaire* contribuent à diffuser les auteurs libéraux américains tels que Allan Bloom, professeur de philosophie politique à Chicago qui annonce, dans *L'Âme désarmée*, la décadence en pointant du doigt les mouvements étudiants, et Francis Fukuyama, célèbre théoricien de la « fin de l'Histoire ». Dans la logique du réseau du Congrès pour la liberté de la culture, *Commentaire* consacre un dossier à l'œuvre de Friedrich von Hayek, le fondateur de l'ultra-libérale Société du Mont Pèlerin, un think tank qui contribue à la victoire de Margaret Thatcher en 1979.

La revue *Commentaire*, constituée des réseaux construits par Raymond Aron durant les deux premières décennies de la Guerre froide, regroupe des intellectuels anticommunistes de la première génération - les membres du Congrès pour la liberté de la culture, les élites des clubs de la « Troisième voie » (club Jean Moulin, club Citoyens 60) - et recrute des jeunes universitaires comme Pierre Rosanvallon ou François Furet. La revue a ainsi permis aux aînés de transmettre un capital de relations sociales à la nouvelle génération des intellectuels pro-états-uniens qui, en créant la Fondation Saint-Simon en 1982, reformulent l'idéal politique des pionniers de la « Troisième voie » (Pierre Mendès-France, Jacques Delors).

À la fin des années soixante-dix, l'école aronienne (*Contrepoint*, *Preuves* et *Commentaire*) est « concurrencée » par la création d'un nouveau pôle de réflexion dit « réformiste » composé de jeunes intellectuels en quête de reconnaissance académique. En 1980, Pierre Nora, le patron des éditions Gallimard, et Marcel Gauchet, l'adversaire de Michel Foucault, lancent la revue *Le Débat* qui va constituer une tribune et un tremplin pour la jeune génération incarnée par Alain Finkielkraut, Alain Minc, Gilles Lipovetsky, Luc Ferry... Cette équipe, qui plaide pour une « nouvelle gauche », libérale et sociale, rejoindra la Fondation Saint-Simon, en 1982.

Les fondateurs

La mise en place du réseau saint-simonien est le résultat de la rencontre entre deux intellectuels majeurs du courant anti-totalitaire, l'historien François Furet et le porte-parole de la CFDT Pierre Rosanvallon, et deux personnalités du monde économique, l'ultra-catholique Roger Fauroux et l'influent conseiller du patronat français Alain Minc.



François Furet

L'itinéraire politique de François Furet met en perspective les liens unissant les saint-simoniens et les néo-conservateurs états-uniens qui, par l'intermédiaire des fondations, financent les carrières de nombreux intellectuels français. François Furet, soutenu par l'ultra-conservatrice fondation Olin [9] lance un programme de démantèlement de l'historiographie marxiste et parallèlement dénonce l'alliance avec les communistes en créant, avec le soutien états-unien,

un think tank destiné à combattre le Programme commun.

Militant communiste jusqu'en 1956 [10], il obtient l'agrégation d'histoire en 1954 en se faisant le défenseur des thèses du marxisme orthodoxe. Il entre au CNRS en 1956, puis à l'EHESS ; après sa rupture avec le PCF, il tente de fabriquer une historiographie tendant à réfuter la doctrine marxiste. Il analyse la Révolution française comme un phénomène achevé avec la IIIe République et entreprend un travail de dénonciation du « totalitarisme » communiste [11]. En quittant le PCF, François Furet devient un libéral intransigeant dans la lignée de Raymond Aron. Confirmant cette filiation intellectuelle, il crée avec Luc Ferry l'Institut Raymond Aron, qu'il dirige jusqu'en 1992. Président de l'EHESS de 1977 à 85, il part à Chicago en 1982 ; la même année, il crée la Fondation Saint-Simon. Au moment de la commémoration du bicentenaire de la Révolution

française, la Fondation Olin lui verse 470 000 dollars [12] afin de financer son programme de recherche sur les révolutions américaine et française. En 1995, il publie *Le Passé d'une illusion*, ouvrage qui lui permet de revenir sur la fascination des intellectuels pour le marxisme et d'ériger le communisme comme une forme de totalitarisme équivalente au nazisme. Anti-mitterrandien radical et agent des néo-conservateurs états-uniens, François Furet a construit une œuvre intellectuelle conforme à la volonté de ses mécènes.



Pierre Rosanvallon

Son protégé, Pierre Rosanvallon, appartient à la jeune génération des « anti-totalitaires » formés dans les cercles aroniens de Commentaire.

Pierre Rosanvallon est diplômé d'HEC. Ex-dirigeant des JEC (Jeunesses étudiantes chrétiennes), il entre à la CFDT et lance, avec Edmond Maire et Marcel Gonin, la revue *CFDT-aujourd'hui*. Très proche de Jacques Delors avec qui il crée le Centre Travail et Société, il participe à de nombreuses expériences de la « Troisième voie ». Il écrit dans *Esprit*, *Le Nouvel observateur*, *Commentaire* (dés 1978). Grâce à

François Furet, il entre à l'EHESS et devient responsable des études politiques jusqu'à la consécration du Collège de France. Auteur d'essai à prétention sociologique et historique [13], Pierre Rosanvallon fut « l'éminence grise » d'Edmond Maire à la CFDT, puis le conseiller de Jacques Delors. Il détient une place clé dans les réseaux saint-simoniens ; il représente la Fondation au comité directeur du Club de la Haye.



Alain Minc

Alain Minc, proche allié de Roger Fauroux, est le trésorier de la Fondation. Inspecteur des finances, major de sa promotion à l'ENA, son ami Fauroux lui offre le poste de directeur financier de Saint Gobain. Remercié après les pertes occasionnées par les opérations manquées de rachat de Bull et de la Générale des eaux, Alain Minc entre dans le groupe Carlo de Benedetti où ses échecs, comme vice-président de Cerus, ne l'empêchent pas d'empocher

sept millions d'indemnités. Fort de ces expériences, il crée Alain Minc Conseil [14]. Parallèlement, il publie de nombreux livres dont un lui vaudra **condamnation pour plagiat**. Avec le soutien de grands patrons, il organise la **recapitalisation du quotidien *Le Monde***, en 1994, et en préside depuis le Conseil de surveillance. Il coordonne l'écriture du rapport *La France de l'an 2000* (Commissariat au Plan), commandé par Édouard Balladur dont il est l'un des soutiens les plus influents.



Roger Fauroux

Ami et conseiller des patrons, Alain Minc a su tirer partie de ses relations et a joué un rôle de recruteur, notamment dans les milieux patronaux.

Le président de la Fondation, Roger Fauroux, est une personnalité au centre de réseaux multiples et étendus. Il est d'abord considéré comme un patron, il fut le Pdg de Saint-Gobain où il repéra son ami Alain Minc. Politiquement, il appartient à la « nouvelle

gauche » incarnée par Raymond Barre et Michel Rocard. Ce dernier le désigna, dans son gouvernement, ministre de l'industrie. Il fut directeur de l'ENA. Il conseilla le Cardinal Lustiger et fit ainsi réaliser à l'Église catholique des profits spéculatifs inespérés. Patron ultra-catholique, Roger Fauroux a assuré une partie conséquente du financement de la Fondation en mettant à contribution des entreprises comme Saint-Gobain ou MK2 Production.

La convergence des intellectuels et des patrons

La Fondation Saint-Simon revendique son rôle de liaison entre les intellectuels de la « deuxième gauche » et les patrons de nombreuses entreprises publiques et privées. Cette vocation se traduit par la présence de François Furet et Pierre Rosanvallon au conseil d'administration de Saint-Gobain. Une telle alliance entre les technocrates de la fonction publique ou de l'entreprise et les élites culturelles donne une forme nouvelle au « rêve politique » de la « Troisième voie » incarnée dans les années 60 par le club Jean Moulin [15].

Les saint-simoniens sont des hauts fonctionnaires de la planification (Pierre-Yves Cossé, commissaire général au Plan), des journalistes médiatiques (Françoise Giroud de *L'Express*, Jean Daniel et Jacques Julliard du *Nouvel observateur*, Franz-Olivier Giesbert du *Figaro*, Serge July et Laurent Joffrin de *Libération*), des stars de la télévision (Anne Sinclair, Christine Ockrent), des philosophes (Alain Finkielkraut, Edgar Morin, Luc Ferry), des patrons d'entreprise et des banquiers (Francis Mer, directeur général d'Usinor, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la banque de France), des éditeurs (Pierre Nora des éditions Gallimard, Yves Sabouret d'Hachette) et bien sûr des politiques (Martine Aubry, Robert Badinter, Jean-Paul Huchon, Bernard Kouchner), etc.

Jouant sur la connivence des élites, les membres de la Fondation Saint-Simon sont en mesure d'échanger des services symboliques et matériels. Les patrons viennent discuter avec les philosophes en vogue et financent les activités de la Fondation, dont les fonds sont exclusivement privés. Les membres donnent une cotisation symbolique (500 francs en 1997) ; la Caisse des dépôts, Suez, Publicis, la SEMA, le Crédit local de France, la banque Wormser, Saint-Gobain, BSN Gervais-Danone, MK2 productions, Cap Gemini Sogeti [16] financent les déjeuners et publications de la Fondation Saint-Simon (soit un budget de 2 500 000 francs).

La collaboration financière entre les entreprises et les intellectuels permet à Pierre Rosanvallon, proche de Jean Peyrelevade (un des auteurs des notes vertes de la Fondation avec d'autres patrons comme Raymond Lévy, Jean-Louis Beffa, Michel Bon), de créer *La République des idées* grâce aux contacts auprès de grandes entreprises comme Lafarge, Altadis, les AGF, EDF, Air France.

La face cachée de la Fondation Saint-Simon

En réalité, dès sa création et probablement à l'insu de la plupart de ses membres, la Fondation Saint-Simon est organiquement articulée aux réseaux atlantistes. Elle adhère en effet à un réseau de fondations animé par la CIA, puis indirectement par la **National Endowment for Democracy** : le Club de La Haye.

En 1964, la Fondation Ford, jouant le rôle de bras philanthropique de la CIA, avait organisé à Berlin un symposium en vue de la création en Europe de fondations à l'américaine. Quatre conférences internationales plus tard, les premières fondations européennes furent invitées, en 1969, à un séminaire de travail, sous les auspices des fondations Ford et Rockefeller, à la villa Serbelloni de Bellagio (Italie), à l'issue duquel fut créé un groupe de contact permanent, le Club de La Haye.

Depuis lors, le Club organise plusieurs rencontres annuelles. La première est consacrée à la recherche de financement et les suivantes à l'étude d'un ou deux thèmes de propagande qu'il appartiendra à chaque fondation membre de populariser dans son pays.

En 1982, la Fondation Saint-Simon à peine créée, reçoit le Club de La Haye à Paris. Deux thèmes sont abordés : le chômage et la société multiculturelle. Les réunions suivantes auront pour objet : le sens du travail (Bunnik, 1983) ; favoriser l'excellence à l'université (Londres, 1983) ; l'émergence de la société multiculturelle en Europe (Bruxelles, 1984) ; l'excellence contre l'égalitarisme dans les sociétés multiculturelles (Jérusalem, 1986) ; les implications de la croissance de la population mondiale (Athènes, 1991) ; la société civile (Séville, 1992) ; le financement de l'enseignement supérieure et de la recherche (Londres 1993) ; etc. On devine là la matrice de la rhétorique saint-simonienne où la société multiculturelle se substitue à la laïcité et où l'équité remplace l'égalité, pour ne citer que quelques exemples.

À chaque rencontre du Club de La Haye, les fondations membres envoient un délégué. La Fondation Saint-Simon est représentée, généralement par son secrétaire général, Pierre Rosanvallon. En outre, deux personnalités « extérieures » participent aux débats : James A. Joseph, président du Conseil des fondations des États-Unis et administrateur de la [National Endowment for Democracy](#), et Yehuda Elkana, représentant [George Soros](#).

Les grèves de 1995 : le moment de vérité

L'accès aux médias, presse écrite et audiovisuelle, constitue une autre facette du pouvoir des saint-simoniens. Après l'échec de la candidature d'Édouard Balladur à la présidence de la République, les grèves de 1995 posent à ce titre un véritable défi pour la Fondation Saint-Simon qui devient l'instrument de communication de la CFDT [17]. Le projet Juppé de réforme du système des retraites provoque une vague de manifestations ; Nicole Notat, la secrétaire générale du syndicat, décide d'appuyer le projet en apportant quelques critiques (projet Notat). Afin de soutenir la stratégie de la CFDT, des intellectuels répondent à l'appel des deux principaux animateurs d'*Esprit*, Joël Roman et Olivier Mongin, qui lancent une pétition pour soutenir les propositions Notat [18].

Les membres d'*Esprit* contactent la Fondation Saint-Simon dont les principaux théoriciens considèrent globalement que la réforme Juppé est une « révolution » (Alain Minc) indispensable. Pierre Rosanvallon et Alain Minc mettent en place un plan de soutien médiatique des propositions Notat. La CFDT, dans ce dispositif, défend ses positions en mobilisant les intellectuels du

syndicat dispersés, notamment, dans le réseau Esprit et dans le groupe des saint-simoniens. Les relais médiatiques sont, grâce à la Fondation, assurés [19].

Malgré ce plan d'action, qui présuppose des capitaux relationnels importants, les défenseurs de Notat, qui signent l'appel *Réforme*, se heurtent au mouvement, lancé par Pierre Bourdieu, de soutien aux grévistes. Le sociologue multiplie les initiatives (pétitions, soutien public aux grévistes de la gare de Lyon...) afin de rallier les opposants au projet Juppé. Sur les plateaux de télévision, où Alain Touraine fait office de porte-parole des partisans de la réforme, certains n'hésitent pas à pointer du doigt la Fondation Saint-Simon.

Alain Touraine, normalien, débute sa carrière, après un passage à Harvard, en tant que « sociologue de gauche » en étudiant le travail des ouvriers des usines Renault. Ami et « rival » de Michel Crozier avec qui il crée la revue *Sociologie du travail* en 1959, Alain Touraine constitue un cas exemplaire d'intellectuel de la « Troisième voie » de gauche mais engagé sans nuance contre le communisme. Il est proche des planificateurs qui financent ses recherches par l'intermédiaire de l'Institut des sciences sociales du travail (ISST). Intellectuel engagé, il soutient le mouvement des étudiants en 1968 à Nanterre. Il est pourtant remercié l'année suivante au même titre que Michel Crozier qui, dans la lignée du maître Aron, s'est opposé sans nuance au « désordre » causée par la contestation. Durant les grèves de 1995, Alain Touraine est désigné officieusement porte-parole de la Fondation Saint-Simon. Ses contacts dans les médias lui permettent d'être l'invité omniprésent des débats politiques.

Le plan de manipulation médiatique imaginé par Pierre Rosanvallon aboutit à un double échec qui va justifier la dissolution du groupe des saint-simoniens : d'une part, les réformes prônées par Juppé et Notat sont bloquées, ce qui constitue une défaite des cadres intellectuels de la CFDT, et d'autre part, la Fondation, en mobilisant ses troupes sur le champ médiatique, a perdu son anonymat.

La dissolution du « temple de la pensée unique »

Désignée comme le « temple de la pensée unique », la Fondation Saint-Simon est la cible de nombreuses critiques. Dès 1992, Régis Debray réunit les opposants à Balladur en créant le club Phare & Balises. Avec Emmanuel Todd et Alexandre Adler, il attire des chevènementistes et des chiraquiens. L'expérience se renouvelle par l'intermédiaire de la Fondation Marc Bloch qui deviendra la Fondation du 2 Mars (Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, Régis Debray, Pierre-André Taguieff...). En 1996, un « appel pour sortir de la pensée unique » rassemble des opposants à la Fondation Saint-Simon. Concrétisant cette alliance des membres d'ATTAC, d'AC !, des universitaires syndiqués (CGT, FSU) créent, en 1999, aux côtés de l'historien Jacques Kergoat, le club Copernic.

La Fondation Saint-Simon, devenue trop visible, est dissoute en 1999 [20]. Certains saint-simoniens entrent dans le club En temps réel fondé par Zaki Laidi et dirigé par Gilles Margerie (Directeur général adjoint du Crédit agricole) ; d'autres se tournent vers des clubs de réflexion réservés aux patrons, comme L'Institut de l'entreprise présidé par Michel Bon. La plupart des intellectuels de la Fondation intègrent *La République des idées* de Rosanvallon.

La permanence des réseaux saint-simoniens

En France, la Fondation Saint-Simon a permis la construction d'un réseau durable de relations et de soutien mutuel entre des élites culturelles, politiques et économiques. L'échec du soutien à la candidature Balladur à l'élection présidentielle de 1995 n'a pas pour autant disqualifié les membres de la Fondation comme le démontre la composition du gouvernement Raffarin dans lequel on trouve le philosophe Luc Ferry et le patron Francis Mer [21].

D'un point de vue diplomatique, la Fondation Saint-Simon, dans le sillage du Congrès pour la liberté de la culture, a permis de coordonner, pendant près de vingt ans, l'action des réseaux pro-états-unis en France. L'ancrage néo-conservateur explique les orientations anti-communistes du début de la Fondation, au moment où l'administration Reagan redéfinit la politique étrangère des États-Unis, et les prises de positions libérales défendues après la chute de l'Union soviétique, notamment durant les événements sociaux de 1995.

Il est éventuellement légitime pour des responsables politiques et des intellectuels d'avoir choisi, au cours de la Guerre froide, de se joindre au camp atlantiste contre le totalitarisme stalinien. Mais cet engagement change de sens après l'effondrement de l'Union soviétique. Il appartient à ceux qui ont prolongé ce compagnonnage d'expliquer aujourd'hui le sens de leur choix.

Denis Boneau

[1] Alain Minc, reformulant la rhétorique aronienne, parle d'une alliance entre « *la gauche intelligente et la droite intelligente* ». Laurent Vincent, « Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998.

[2] Jean-Claude Casanova, ancien membre du cabinet de Raymond Barre, sera l'un des membres les plus influents de la Fondation Saint-Simon. Disciple de Raymond Aron, il importe la rhétorique néo-conservatrice en vulgarisant des auteurs comme Léo Strauss et Allan Bloom.

[3] Alain Besançon est éditorialiste et administrateur de l'[Institut d'histoire sociale](#) (IHS).

[4] Rémy Rieffel, *La tribu des clercs, Les intellectuels sous la Cinquième République*, Calmann-Lévy, 1993.

[5] Institut d'études politiques de Paris, dit « Sciences-Po Paris ».

[6] École des hautes études en sciences sociales.

[7] Collaborateur de l'American Enterprise Institute où son salaire est financé par John M. Olin, Irving Kristol a dirigé *Commentary* de 1947 à 1952. Son fils William, actuel directeur du *Weekly Standard*, est un des théoriciens majeurs du néo-conservatisme. Il est à l'origine, avec Robert Kagan, du Project for a New American Century, le think tank électoral de George W. Bush.

[8] Norman Podhoretz a dirigé *Commentary* de 1960 à 1965. Il présida, de 1981 à 1987, le Comité consultatif des nouvelles directions de l'Agence d'information des États-Unis (USIA) contrôlant notamment La Voix de l'Amérique. Il est aujourd'hui chercheur au [Hudson Institute](#). Son épouse, Midge Decter dirigea le Committee on Present danger, puis avec Donald Rumsfeld, la Coalition for the Free World. Leur fils, John Podhoretz, est éditorialiste du *New York Post*. Leur gendre, Elliott Abrams, est aujourd'hui en charge du Proche-Orient au Conseil de sécurité nationale.

[9] La **Fondation Olin** est créée en 1953 par l'industriel John Olin et finance, à partir de 1977, des carrières universitaires et politiques. Les fonds Olin ont ainsi permis le financement des activités de l'American Enterprise Institute mené par Norman Podhoretz et Irving Kristol, deux anciens directeurs de *Commentary*. Le continuateur du philosophe Leo Strauss, Allan Bloom, auteur de *The closing of the american mind*, un des « classiques » de la littérature néo-conservatrice, a bénéficié du soutien de la fondation dont le bastion est l'université John M. Olin (Chicago). Par ailleurs, l'ultra-conservatrice Fondation Olin a contribué à former des membres de l'administration Reagan comme Murray Weidenbaum et Martin Feldstein.

[10] Au PCF, il rencontre Emmanuel Le Roy-Ladurie, Alain Besançon, Annie Kriegel et Jacques Ozouf.

[11] Ces deux entreprises intellectuelles sont intimement liées. Le travail historique de François Furet, compilé dans les deux tomes *La Révolution*, tend, par exemple à démontrer le caractère totalitaire de la Convention, régime de référence du Parti communiste français. François Furet en décrivant la Ière République comme un moment historique précurseur du totalitarisme contemporain, s'oppose aux historiographes marxistes et règle donc ses comptes avec les alliés d'hier. Il faut noter que ce programme ambitieux d'historien anti-communiste a été financé par la Fondation Olin.

[12] Cf. Laurent Vincent, *Les Architectes du social-libéralisme*.

[13] *L'Age de l'autogestion*, 1976 ; *La Crise de l'État-providence*, 1981 ; *La République du centre*, 1988 ; *La Nouvelle question sociale : repenser l'État-providence*, 1995...

[14] En 1999, Alain Minc conseillait Philippe Jaffré (Elf), Louis Schweitzer (Renault), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Philippe Bourguignon (Club Med), Gilles Pélisson (Eurodisney)... Avec quinze clients, Alain Minc Conseil perçoit, en 1999, vingt millions de francs.

[15] La filiation entre le club Jean Moulin et la fondation est clairement revendiquée par Roger Fauroux.

[16] Laurent Vincent, *Les Architectes du social-libéralisme*.

[17] Confédération française démocratique du travail, syndicat social-démocrate

[18] Parmi les intellectuels signant la pétition de soutien aux propositions Notat, on trouve les saint-simoniens Jean-Baptiste de Foucault, Alain Touraine, Alain Finkielkraut, Jacques Julliard, Olivier Mongin, Pierre Rosanvallon, Daniel Lindenberg, André Wormser, Yves Linchtenberger...

[19] Jean Drucker, Président de M6, Jean-Pierre Elkabbach d'Europe 1, Bernard Spitz de la direction de Canal +, Anne Sinclair, Christine Ockrent, entre autres, sont membres de la Fondation Saint-Simon.

[20] Pierre Rosanvallon déclare : « *Face à ceux qui nous accusaient par paresse de pensée unique, nous avons plutôt essayé de penser librement et ouvertement, en restant absolument indépendants de tous les pouvoirs (sic)* ». Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999.

[21] Les rapports entre Jacques Chirac et la Fondation Saint-Simon furent pourtant conflictuels, notamment durant la campagne présidentielle de 1995. Le 6 mars 1995, les saints-simoniens reçurent Jacques Chirac, « *une rude altercation s'ensuivit* » entre le candidat et Alain Minc qui soutenait Édouard Balladur. Cf. Weill Nicolas, « Les "saint-simoniens" tournent la page », *Le Monde*, Jeudi 24 Juin 1999.

Taiwan : vers un nouveau désaccord États-Unis - Europe ?

Analyse

Le président George W. Bush vient d'inscrire, au budget fédéral 2005, une ligne de 2,8 milliards de dollars pour lutter contre le sida à l'étranger. Même si l'effet d'annonce est un peu exagéré (une partie de cette somme est attribuée à la lutte contre d'autres maladies), c'est une décision sans équivalent. Mais cet acte charitable n'est pas totalement désintéressé. Il s'accompagne d'une défense des brevets pharmaceutiques et de la promotion de nouveaux produits.

L'ambassadeur Richard C. Hoolbroke, président de la coalition mondiale des entreprises contre le sida, et le missionnaire Richard Furman, président de la World Medical Mission, demandent dans le *New York Times* qu'on rende obligatoire en Afrique les tests HIV à des moments particuliers de la vie. Les auteurs présentent leur proposition comme cassant un tabou. Ils passent sous silence les conséquences en matière de libertés individuelles et feignent de croire aux vertus de la coercition en matière de santé publique.

Washington n'en finit pas de régler ses comptes avec ses amis et de menacer ceux qu'il considère comme ses ennemis. Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, s'attaque à l'Agence internationale à l'énergie atomique dans le *Washington Times*. Cet organisme, comme toutes les agences de l'ONU, ne viserait qu'à saper les efforts de Washington dans la lutte contre la prolifération nucléaire. En outre, son président Mohammed ElBaradei est musulman ce qui, affirme-t-il, en fait *a priori* un complice des terroristes.

Sur un mode humoristique, un autre faucon tire le bilan de la crise irakienne. Timothy Garton Ash, historien et propagandiste anti-communiste, imagine les

conséquences du refus français de participer à la guerre globale au terrorisme dans une fable publiée par *The Age* : en 2009, de jeunes musulmanes expulsées d'un lycée de La Courneuve pour avoir porté le voile islamique détruisent Paris avec une bombe sale. Pour l'auteur, ce scénario est l'occasion de critiquer la politique intérieure et extérieure de Jacques Chirac et de regretter que son successeur souhaité, Nicolas Sarkozy, ne puisse en réparer toutes les conséquences.

La guerre ambulante se déplacera-t-elle en Syrie ? Il faudrait pour cela parvenir à inventer une menace syrienne, comme on a fabriqué une menace irakienne. Malheureusement pour les propagandistes du Pentagone, l'ambassadeur syrien aux États-Unis, Imad Moustapha, loin d'inspirer la crainte, est un homme habile, affable et cultivé. C'est pourquoi Oubai Shahbandar du Parti syrien de la réforme met en garde les lecteurs du *Washington Times* contre lui. Ce serait un menteur protégeant une dictature socialiste dont il faut renverser le régime.

Donald Rumsfeld se livre à un difficile exercice de style. Dans une tribune du *Wall Street Journal* reprise par le journal *Le Monde*, il tente de démontrer que la réorganisation de l'armée par ses services au Pentagone va permettre à terme de déployer beaucoup plus de troupes sans avoir à augmenter considérablement le nombre d'hommes. Cela passe par une réorganisation demandant de la « flexibilité » pour disposer d'une armée modulaire. En attendant ce miracle du management militaire moderne, il faudra surtout accepter d'accroître encore le nombre d'hommes dans l'armée états-unienne, pourtant déjà forte de 2,6 millions d'engagés.

La tension grandit entre les deux Chine à l'approche du référendum taïwanais visant à la proclamation de l'indépendance et à la rupture irréversible avec le continent. Aussi, dans le *Taipei Times*, John Tkacik Jr. de la Fondation Heritage rassure les Taïwanais. Ils ne doivent pas s'inquiéter du discours conciliant du secrétaire d'État adjoint Richard Armitage avec la Chine communiste. Il n'a d'autre but que de calmer l'hystérie de Pékin. Ils doivent au contraire avoir confiance en Washington qui déploie les moyens militaires utiles à la défense de l'île.

À l'inverse, le député européen travailliste britannique Glyn Ford, s'adressant en tant qu'Européen au public nippon, préconise dans le *Japan Times* de s'opposer à toute course aux armements. Il espère que l'évolution respective de chacun des deux protagonistes conduira à une issue en douceur.

Réseau Voltaire

Richard C. Holbrooke, Richard Furman



« L'arme manquante d'une bataille globale »

Source : New York Times

Référence : « A Global Battle's Missing Weapon », par Richard C. Holbrooke et Richard Furman, *New York Times*, 10 février 2004.

Richard C. Holbrooke a été l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et ancien sous-secrétaire d'État aux affaires européennes et canadiennes sous l'administration Clinton. Il fut le principal architecte des accords de Dayton (1995) et l'envoyé spécial du président Bill Clinton à Chypre (1997-1999). Il est administrateur du Council on Foreign Relations et de la National Endowment for Democracy. Il préside le Global Business Council on HIV/AIDS.

Richard Furman est chirurgien et fondateur de la World Medical Mission, une section de la Samaritan's Purse de Franklin Graham (L'As de cœur du régime Bush).

De toutes les statistiques sur le SIDA, la plus importante est sans doute que 95 % de personnes infectées dans le monde ignorent qu'elles sont porteuses de ce virus car les tests sont absents de la plupart des pays.

Nous revenons d'un voyage en Afrique avec **Tommy Thompson**, le secrétaire à la Santé. Celui-ci a exprimé sa crainte que même les 2,8 milliards de dollars proposés dans le budget de l'administration Bush pour lutter contre le sida ne suffisent pas à endiguer la progression de la maladie en raison du manque de tests. L'Ouganda est célèbre pour le succès de sa politique de lutte contre l'épidémie associant les méthodes prônées par les conservateurs et les libéraux et valorisant l'abstinence, la fidélité et le port du préservatif, même la fidélité ne préserve de rien sans test car l'un des partenaires, tout à fait fidèle, peut être infecté d'une précédente relation et transmettre le virus au conjoint et aux enfants.

Le programme de l'ONU de test volontaire est insuffisant car il n'y a pas d'incitation et d'explication du caractère essentiel de ces tests. Bien que personne ne veuille l'admettre, personne ne se teste, pas même les médecins et infirmières. Il faut donc transformer la politique de test et abandonner le caractère volontaire. Il faut en revanche insister sur leur caractère confidentiel. Il faudrait que les tests deviennent obligatoires avant un mariage, une naissance et une entrée à l'hôpital.

Bien sûr, cela brise un tabou, mais il s'agit d'une société entière qui est mise en danger par ce tabou.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Un choix fatidique »

Source : Washington Times

Référence : « A fateful choice », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 10 février 2004.

L'élection présidentielle de 2004 est un moment rare dans une démocratie : plus que deux candidats se sont deux philosophies concernant notre sécurité qui vont s'affronter. C'est entre elles que les électeurs vont devoir choisir. La question essentielle qui se pose est : allons nous poursuivre avec ce président une politique qui renforce notre sécurité en exerçant notre puissance sans accord de l'ONU ou bien allons nous élire un candidat qui voit dans l'ONU notre meilleure garantie de sécurité et estime que sa bénédiction est essentielle pour que notre politique étrangère soit légitime ? **John Kerry** adhère, comme tous ses concurrents démocrates, à la seconde philosophie.

La récente décision de Mouamar Kadhafi de reconnaître aux États-Unis et au Royaume-Uni, plutôt qu'à l'**Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**, qu'il possédait des armes de destruction massive et essayait d'acquérir un programme nucléaire est le symbole du caractère inadéquate de cette organisation, comme de celui de l'ONU. L'AIEA n'est pas une solution contre la prolifération, elle est une part du problème. Elle a fréquemment raté les preuves existantes de programme nucléaire en Libye, en Iran, en Corée du Nord et en Irak. Elle a également été surprise par les aveux du père de la bombe pakistanaise reconnaissant avoir vendu ses connaissances à l'étranger.

Mohamed ElBaradei, le directeur de l'AIEA, de nationalité égyptienne, soutient les pays arabo-musulmans et tente de saper les efforts états-uniens de contre prolifération. Il a affirmé, malgré les déclarations iraniennes, qu'il n'y avait pas de preuve de l'existence d'un programme d'armement nucléaire en Iran.

Beaucoup au **département d'État** ont demandé à **George W. Bush** de mener une politique identique à celle que mènerait Kerry, mais heureusement pour la guerre au terrorisme, il ne les a pas écoutés.

Timothy Garton Ash



Historien de la chute du communisme, Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy et l'auteur de *History of the Present*.

« L'attentat à la bombe de Paris de 2009 »

Source : The Age

Référence : « The Paris bombing of 2009 », par Timothy Garton Ash, *The Age*, 9 février 2004.

Enfin nous avons la Commission d'enquête dont nous avons besoin. La Commission **Annan** devra mener un travail rigoureux et impartial pour éclairer ce qui a conduit à l'explosion d'une mini bombe nucléaire déclenchée par des kamikazes du GIA Algérien à Paris et qui a causé 60 000 mort le 27 août 2009. Cette commission a déjà reçu le soutien de la présidente états-unienne **Hillary Clinton** et du président français **Nicolas Sarkozy**.

La Commission Annan découvrira sans doute que les racines de cette catastrophe se trouvent dans les erreurs commises entre 2002 et 2004. Il semble d'ores et déjà évident que les sœurs Belhadj, qui ont fait exploser la bombe dans les jardins du Luxembourg, ont commencé à se radicaliser suite à leur exclusion de leur école pour avoir porté le voile islamique malgré l'interdiction décidée par opportunisme électoral par **Jacques Chirac** en 2004. Cela avait conduit à une radicalisation des jeunes filles de la « cité des 4000 » de La Courneuve.

La grande question à laquelle il faudra répondre est de comprendre comment la « cité des 4000 » a pu acquérir une mini bombe nucléaire transportable. Il semble pourtant que des parcelles d'informations étaient détenues par le **Pentagone**, le MI-6 et les services français, mais il n'y a pas eu de communication entre des services qui se méfient les uns des autres depuis la Guerre d'Irak. En outre, depuis les sévères critiques dont à fait l'objet **Colin Powell** après la Guerre d'Irak pour avoir affirmé que l'Irak possédait des armes de destruction massive, plus aucun homme politique n'ose faire ce type d'affirmation de peur de « faire son Powell » comme ils disent. Lord **Blair** ne manquera sans doute pas pour sa part de faire remarquer qu'il avait prévenu que cela pourrait arriver.

Oubai Shahbandar

Oubai Shahbandar est membre du Reform Party of Syria (RPS), un parti formé peu de temps après le 11 septembre et dont une délégation était présente lors de la célébration des 20 ans de la National Endowment for Democracy. Il est également membre de la Foundation for the Defense of Democracies de James Woolsey (Le 4 de trefle du régime Bush) et contributeur occasionnel pour Campus watch de Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush).

« L'ambassadeur de Syrie »

Source : Washington Times

Référence : « Syria's ambassador », par Oubai Shahbandar, *Washington Times*, 10 février 2004.

Suite à la chute du régime frère irakien et aux manifestations des étudiants iraniens en faveur de la démocratie, le dictateur syrien a compris que rien désormais n'empêcherait le déferlement de la démocratie au Proche-Orient. Toutefois, plutôt que de démocratiser la Syrie pour le plus grand profit de la population, le despote Bashar El-Assad et ses alliés du Ba'as ont décidé de mettre en place des réformes de façade.

Le président El-Assad est très doué pour présenter un double visage. Il tient des propos acceptables pour l'Occident, mais cela ne l'empêche pas de soutenir le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique. Il a également accueilli les favoris de Saddam Hussein et ses armes de destruction massive.

Sa dernière arme de tromperie massive est son ambassadeur aux États-Unis **Imad Moustapha**, réformateur autoproclamé chargé de défendre le *statu quo* en Syrie à Washington. M. Moustapha a adapté les relations publiques syriennes et affirme que la Syrie est en train de se réformer. En réalité, il n'y a qu'un seul moyen de réformer la Syrie : mettre fin au régime autocratique ba'asiste.

M. Moustapha croit pouvoir séduire la populace états-unienne et la convaincre que Damas peut coexister pacifiquement avec Washington en ayant Bashar el-Assad à sa tête en faisant oublier qu'il soutient le terrorisme et les attaques contre les Américains dans l'Irak nouvellement libéré. Si M. Moustapha était vraiment honnête, il dénoncerait les atrocités commises par son régime.

Donald Rumsfeld



Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) est secrétaire à la Défense états-unien. Il est ancien membre du Center for Security Policy de Frank J.

« Vers l'armée modulaire »

Source : Le Monde

Référence : « Vers l'armée modulaire », par Donald Rumsfeld, *Le Monde*, 10 février 2004.

En seulement 28 mois, les forces armées américaines ont renversé deux régimes terroristes et réussi des avancées significatives dans la guerre au terrorisme qui ont sans doute empêché que d'autres attentats soient commis. Malgré l'accroissement du nombre d'interventions, les soldats ont bien rempli leurs missions et il est du devoir du **département de la Défense** d'assurer que ce travail se poursuive dans de bonnes conditions.

Actuellement, 115 000 hommes sont déployés en Irak. C'est une charge de travail importante dont nous devons nous alléger. Pour cela, nous accroissons la présence internationale en Afghanistan et en Irak et nous formons une force de

Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) auquel le Réseau Voltaire a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Le Réseau Voltaire a réalisé un dossier spécial sur Donald Rumsfeld.

sécurité irakienne de 200 000 hommes. Nous avons également accru la taille de nos forces, toutefois la question essentielle n'est pas la taille de nos troupes, mais leur organisation.

Aujourd'hui, les mêmes troupes sont constamment mises à contribution alors que beaucoup des 2,6 millions de militaires ne sont pas affecté dans les interventions. En fait nous avons trop peu de spécialistes de compétences très recherchées et trop de spécialistes de compétences peu recherchés. Nous sommes en train de procéder à un rééquilibrage et à une réorganisation qui permettra d'accroître de 30 % notre capacité de déploiement. Pour cela nous allons constituer une armée modulaire, constituée de petites brigades indépendantes et interchangeables capables de travailler dans n'importe quelle division. Cela est ambitieux, mais nous y travaillons. Pour y parvenir, nous devons installer de la flexibilité dans l'armée.

John Tkacik, Jr.

Ancien expert pour l'Asie au département d'État, John Tkacik, Jr. est chercheur au centre des études asiatiques de la Heritage Foundation.

« Les États-Unis préparent un bâton pour la Chine »

Source : Taipei Times

Référence : « US is preparing a stick for China » par John Tkacik, Jr., *Taipei Times*, 10 février 2004.

Toute la stratégie de **Richard L. Armitage** en ce moment est de se montrer conciliant avec la Chine sur la question taiwanaise alors que l'administration Bush se tient prête à défendre Taiwan.

Ainsi, en contradiction avec ces propos lénifiants, **Richard Lawless** du **département de la Défense** et **Randall Schriver**, le protégé d'Armitage, ont témoigné sur ce sujet au Congrès, montrant que sur cette question les deux départements étaient sur la même ligne. Lawless a réaffirmé à cette occasion que la défense de la démocratie à Taiwan était un objectif de sécurité nationale des États-Unis et que Washington pourvoirait les moyens nécessaires à Taipei pour faire face aux menaces de coercition chinoise. Lawless a également indiqué que la modernisation en cours de l'armée chinoise faisait douter des déclarations de Pékin affirmant qu'il voulait obtenir un accord avec Taipei. De son côté, **Colin Powell** a déclaré que la façon dont Pékin réglait son différend avec Taipei aurait une incidence directe sur le rôle que la Chine jouerait au siècle prochain. Schriver a affirmé pour sa part que l'intérêt du référendum à Taiwan était de concentrer l'attention de la population sur la nécessité d'un budget de défense suffisant pour faire face à la menace chinoise.

La stratégie de Washington est de calmer l'hystérie chinoise contre la démocratisation à Taiwan tout en renforçant la défense de l'île contre une réunification forcée.

Glyn Ford



Glyn Ford est député britannique travailliste au Parlement européen. Il est membre des commissions des Affaires étrangères, des Droits de l'homme et de la politique de défense et de sécurité commune.

« Résister à la tentation de reconnaître Taiwan »

Source : Japan Times

Référence : « Resist the attempts to recognize Taiwan », par Glyn Ford, *Japan Times*, 10 février 2004.

Si les signes de la Guerre froide ont disparu en Europe, ils persistent en Asie où la Corée est toujours divisée entre le Nord et le Sud et où il existe encore des tensions dangereuses entre la Chine et Taiwan. Pendant des décennies, le régime autoritaire de Taiwan a été le pendant du système chinois, mais lors des vingt dernières années les deux pays, et surtout Taiwan, ont connu une ouverture spectaculaire.

Les deux pays font partie de l'OMC. L'Union européenne a donc eu raison d'ouvrir un bureau du commerce et des échanges économiques à Taipei, il y a douze mois. Il ne fait aucun doute que les liens entre Taiwan et l'Union vont continuer à se développer et que l'Union est satisfaite de voir le pays se démocratiser. Pour autant, il ne faut pas perdre de vue le reste du continent. La Chine sera l'un des moteurs de l'économie mondiale de ce siècle et elle a une croissance de 10 %. Il est donc important d'instaurer un solide partenariat entre l'Europe et la Chine.

Ce partenariat serait cependant fragilisé si la Chine entre dans une course aux armements avec son voisin qui peut déstabiliser tout le continent. C'est ce qui risque pourtant de faire advenir ceux qui soutiennent l'indépendance de Taiwan. Nous ne devons pas encourager une union forcée de Taiwan à la Chine, mais il ne faut pas non plus déstabiliser le *statu quo*. Taiwan doit tenter une concertation avec la Chine, pas profiter de ses liens avec l'Union européenne et les États-Unis pour mener une politique menaçante.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.